



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 16 — 7 mai 1974

sommaire

page 4 :

SPINOLA REMPLACE CAETANO AU
PORTUGAL : UNE NOUVELLE CARTE
POUR LA BOURGEOISIE

page 6 :

L'ETHIOPIE AU BORD DE LA
REVOLUTION ?

page 8 :

NIGER : UN DICTATEUR EN UNI-
FORME REMPLACE LE DICTATEUR
SANS UNIFORME

page 10 :

LES AVENTURES D'UN TRISTE
LARBIN DE L'IMPERIALISME

page 11 :

AVANT LE DEUXIEME TOUR DES
ELECTIONS PRESIDENTIELLES
EN FRANCE

prix: 1 Franc

L'INDEPENDANCE DES COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE RESTE A CONQUERIR

En évinçant Caetano et en proclamant la nécessité de trouver une solution politique pour mettre fin aux guerres coloniales d'Afrique, la junta militaire vient de reconnaître l'échec de la bourgeoisie portugaise à se maintenir dans ses anciennes colonies. Pour les peuples d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau, les événements de Lisbonne sont comme les signes avant-coureurs de la fin de l'oppression coloniale qui les écrase depuis des siècles.

Si, aujourd'hui, un espoir existe, c'est incontestablement grâce à ceux qui avaient le courage d'engager le combat contre l'administration et l'armée d'occupation coloniale. Ce n'est évidemment pas Spinola qui est devenu à ses vieux jours un ami des peuples opprimés par l'Etat portugais. Le nouveau chef de la junta militaire est au contraire un des principaux responsables de la guerre coloniale, lui qui était ancien commandant en chef des forces d'occupation en Guinée-Bissau. Seulement, en tant que chef militaire, il était justement bien placé pour savoir que tous les moyens militaires ont été mis en oeuvre, y compris les plus féroces, pour venir à bout de la résistance. Mais sans succès.

L'attaque du commissariat et des prisons à Luanda en février 1961, d'un camp militaire en juillet de la même année à proximité de Bissau ont donné respectivement en Angola et en Guinée-Bissau le signal d'une lutte armée qui a embrasé quelques années plus tard le Mozambique également. La bourgeoisie portugaise avait beau envoyer dans les colonies d'Afrique les trois quarts de ses armées, elle avait beau dépenser des sommes colossales par rapport aux faibles ressources du Portugal pour financer cette guerre, elle n'est pas parvenue à écraser les mouvements d'indépendance nationale. Incapable de vaincre, il fallait bien que la bourgeoisie portugaise envisage de composer. Et c'est bien parce que le dictateur Caetano a voulu continuer à outrance une guerre trop coûteuse, y compris pour les couches dirigeantes portugaises, que l'armée l'a écarté du pouvoir. Même si ce sont les militaires partisans de Spínola qui ont chassé Caetano, ce dernier tombe en fait victime des maquisards de Guinée-Bissau et d'Angola. En ce sens, la chute du dictateur portugais est bien un succès des maquisards qui combattent l'oppression coloniale.

Si, cependant, la bourgeoisie portugaise a perdu sa guerre coloniale, s'il lui faut bien en tirer les conséquences, les peuples de Guinée-Bissau, d'Angola et de Mozambique devront encore payer un lourd tribut à l'oppression coloniale avant de conquérir définitivement ce droit élémentaire pour tout peuple qu'est celui de se donner un Etat national.

De toute évidence, la junte n'est pas du tout décidée à accorder à ces peuples le droit à l'indépendance immédiate. Au contraire. Le général Costa Gomez, un des principaux chefs de la junte, a déclaré, quinze jours à peine après le putsch de Lisbonne, que, si l'état-major de l'armée portugaise était prêt à négocier, il ne le fera qu'à condition que les maquisards déposent immédiatement les armes, et qu'en attendant la guerre et la répression continueront.

Il est peu probable que Costa Gomez pense sérieusement que la junte obtiendra contre quelques vagues promesses une reddition que ni Salazar, ni Caetano n'ont pu obtenir malgré une guerre violente. Mais le langage utilisé montre clairement que les forces coloniales portugaises continueront à verser du sang pendant des mois, peut-être même des années, non point pour gagner une guerre qu'elles savent très bien ne pas pouvoir gagner, mais pour obtenir le compromis le plus favorable pour la bourgeoisie portugaise. Combien de guerres coloniales se sont-elles prolongées pour ce genre de raisons dans le passé, en Algérie comme au Vietnam ou ailleurs ! Et c'est justement en témoignant de la même volonté, de la même capacité à combattre que jusqu'à présent que les mouvements d'émancipation nationale des colonies portugaises ont le plus d'espoirs de raccourcir les délais, de contraindre leur oppresseur colonial à plier bagage.

D'autant plus qu'un autre danger menace encore les chances de victoire rapide des mouvements d'émancipation nationale.

Certes, dans le cas de la Guinée-Bissau, dont le territoire est contrôlé pour l'essentiel par le PAIGC et où la population portugaise est insignifiante, il n'y a aucune autre alternative possible pour les colonisateurs à la continuation de la guerre en dehors de la reconnaissance de l'indépendance.

Par contre, en Angola et, plus encore, au Mozambique, il existe des minorités de "petits blancs" qui ne sont pas prêts à accepter de gaieté de coeur que la majorité africaine de la population puisse disposer d'elle-même. Le soutien de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie voisines, ces deux piliers du racisme et de l'apartheid, peut être un encouragement pour cette minorité portugaise du Mozambique ou de l'Angola de refuser tout compromis entre le gouvernement portugais et les organisations nationalistes africaines.

La presse a déjà fait état de manifestations de "petits blancs" qui protestaient par avance contre un éventuel départ de l'armée portugaise. Ces petits blancs, plutôt que d'être mis sur un pied d'égalité avec la population africaine, peuvent être tentés de suivre l'exemple de la Rhodésie : proclamer l'indépendance, mais en y réservant le monopole du pouvoir politique à la minorité des colons portugais.

La minorité portugaise de l'Angola et du Mozambique est-elle prête à s'engager dans cette voie ? Si oui, l'armée coloniale soutiendrait-elle, ouvertement ou en sous-main, une telle tentative de sécession ? Beaucoup de choses dépendent des soldats portugais eux-mêmes, bien sûr, à savoir s'ils acceptent encore longtemps cette sale guerre que leurs dirigeants leur font mener. Mais plus de choses encore dépendent de la profondeur du mouvement pour l'indépendance nationale. Sera-t-il capable d'empêcher le colonialisme portugais de se décharger de son rôle de gendarme au profit de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie ? Ou simplement d'empêcher Spínola de continuer encore pendant des mois la guerre dans l'attente de trouver une solution favorable à l'impérialisme ?

Un espoir apparaît, mais le droit des peuples d'Angola et du Mozambique à disposer d'eux-mêmes reste encore à conquérir.

SPINOLA REMPLACE CAETANO AU PORTUGAL :

UNE NOUVELLE CARTE POUR LA BOURGEOISIE

Le jeudi 25 avril, au Portugal, le régime dictatorial de Caetano a été renversé par sa propre armée. En quelques heures, les militaires ont envahi Lisbonne, la capitale, ainsi que les grandes villes du Portugal. Ils ont arrêté les ministres qui étaient dans les régimes Salazar et Caetano. Successivement, l'ensemble des forces armées portugaises s'est rallié à l'insurrection.

Mais ce coup d'Etat militaire a aussitôt déclenché dans les grandes villes du Portugal, à Lisbonne et à Porto, d'énormes manifestations populaires. Brusquement, toute la haine et la colère contenues contre une dictature sanglante qui emprisonnait et torturait à l'intérieur et tuait dans des guerres coloniales horribles à l'extérieur, toutes les aspirations à la liberté ont éclaté. D'énormes foules sont descendues dans la rue pour crier : "A bas le fascisme, vive le Portugal !" en brandissant des drapeaux rouges et des drapeaux noirs et en chantant l'Internationale.

Ce raz de marée populaire n'était certainement pas souhaité par la junte militaire. Face à cette situation, la junte a joué la "carte démocratie" :

- dissolution de la police politique (ex-PIDE) dont près d'une centaine de membres furent emprisonnés ;
- dissolution de l'ANP (Action Nationale Populaire), parti gouvernemental ;
- libération des prisonniers politiques et autorisation pour les réfugiés de rentrer ; c'est ainsi que Soares, secrétaire général du Parti Socialiste a pu rentrer de l'émigration ;
- promesses d'élections générales dans les mois à venir.

Mais il serait naïf et dangereux de croire que Spinola soit devenu sous le poids des années un ardent défenseur des droits et des libertés démocratiques, lui qui, durant tout son passé, s'est fait remarquer par les services rendus à la crapuleuse dictature. Spinola a combattu aux côtés des troupes franquistes durant la guerre civile espagnole. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a servi à Stalingrad, en Russie, dans les rangs des armées hitlériennes. Faut-il rappeler que Spinola a été jusqu'à récemment au poste de commandant en chef des armées de Caetano en Guinée-Bissau ? C'est-à-dire le dirigeant d'une des guerres coloniales les plus meurtrières en Afrique...

Que la dictature de Caetano soit renversée par Spinola n'est pas la preuve que ce dernier soit converti à la démocratie. La politique de Caetano ne satisfait plus aux intérêts des classes dirigeantes du Portugal. La politique de "grandeur coloniale" était au-dessus de ses moyens parce que trop coûteuse. La dictature de Caetano ne permettait guère de discussion démocratique entre les diverses fractions de la bourgeoisie elle-même. Cette bourgeoisie a donc été obligée de recourir au coup de force, c'est-à-dire à Spinola.

Et c'est à un des principaux rempart du capitalisme, l'armée, que la bourgeoisie portugaise a fait appel pour faire prévaloir un changement de sa politique.

En renversant le régime haï de Caetano, l'armée, pourtant rempart de la dictature pendant des décennies, a conquis un capital de sympathie dans la population, y compris parmi des travailleurs. Les illusions existantes à l'égard de l'armée, renforcées encore par le soutien que le Parti Socialiste et le Parti Communiste, sortant de la clandestinité, lui apportent, suffiront-ils pour faire taire les couches pauvres et leurs revendications urgentes à satisfaire ? Nul ne le sait. Pourtant, l'avenir du régime en dépend pour une large part.

L'armée de Spínola peut très bien se contenter de rester dans l'ombre et mettre en place un pouvoir civil avec, à sa tête, le dirigeant du Parti Socialiste, Soares, par exemple. L'exploitation des travailleurs, la pauvreté économique du pays ne cesseraient pas pour autant, mais le régime revêtirait alors une forme parlementaire, avec quelques libertés au fond très limitées, mais qui paraîtraient très importantes après les années de dictature.

Mais, si les couches les plus pauvres de la population, les travailleurs contraints à l'émigration pour gagner leur vie, ou les paysans pauvres sans terre, prennent au sérieux les droits démocratiques et s'engagent dans la lutte autour de leurs revendications, l'armée peut retourner ses armes contre ceux qui, aujourd'hui, l'acclament. Ce danger existe et il est menaçant.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, les travailleurs doivent réapprendre ce que des dizaines d'années de dictature leur ont fait oublier. Réapprendre à s'organiser, à constituer des organisations syndicales, des organisations politiques. Prendre conscience de leurs intérêts de classe et traduire cette prise de conscience dans le domaine organisationnel. De là à vaincre la dictature de la bourgeoisie, il reste encore un long chemin à parcourir. Mais il s'agit là de pas indispensables pour l'avenir.

L'ETHIOPIE AU BORD DE LA REVOLUTION ?

Depuis deux mois, le mouvement déclenché par l'armée éthiopienne en révolte ébranle de plus en plus le régime de Haïlé Sélassié. D'autant plus qu'en Ethiopie la structure féodale la plus rétrograde, la corruption des couches dirigeantes de l'administration font que le gouvernement est incapable d'affronter les dégats causés par la sécheresse. On estime à plusieurs centaines de milliers les morts causées par ce fléau.

Cette révolte de l'armée et de la police, qui avait obligé Haïlé Sélassié à accepter la destitution de l'ancien gouvernement d'Aklilou Habte-Wolde, s'étend de plus en plus dans les diverses couches de la société éthiopienne.

Le mouvement étudiant, qui fut le premier à se mettre en branle, avait amplifié ses revendications. Ces derniers temps, les étudiants sont descendus à plusieurs reprises dans les rues avec les travailleurs et les chômeurs d'Addis-Abeba et d'autres grandes villes. Et cela malgré la répression et l'assassinat de plusieurs d'entre eux.

On a même vu les prêtres des campagnes et des quartiers, soutien le plus fidèle du régime féodal depuis des siècles, descendre dans la rue pour exprimer leurs propres revendications.

Mais l'effervescence est encore plus grande dans les couches de la population les plus exploitées et les plus déshéritées. Dans la capitale, à Addis-Abeba, les travailleurs des transports en commun, des Postes et Télécommunications et des hôpitaux se sont mis en grève et ont manifesté dans les rues le 24, le 30 avril. Dans les campagnes, les paysans commencent à bouger. Des révoltes ont éclaté dans certaines régions. Les premières tentatives d'occupation des terres de grands propriétaires féodaux ont eu lieu.

Haïlé Sélassié, bien qu'actuellement sa propre personne n'est pas mise en cause du moins par les militaires en révolte, est incapable de résister à l'ébranlement de son système, de son régime. Il ne gouverne plus, il se survit.

Actuellement, c'est l'armée qui semble exercer la réalité du pouvoir. Mais elle-même est hésitante, voire divisée, et aux coups portés contre d'anciens dignitaires du régime succèdent, parfois sans transition, des interventions contre des manifestations dirigées contre ces mêmes dignitaires.

Dans les faits, c'est l'armée et la police qui font pression sur le nouveau gouvernement de Mekonnen. Les militaires ont emprisonné plusieurs ministres et notables, dont le maire d'Addis-Abeba, et certains chefs de l'armée et de la police particulièrement corrompus. Mais cette même armée a mis fin à la grève des travailleurs d'Addis-Abeba les 24 et 30 avril comme le 3 mai en tirant sur les manifestants ou en obligeant les grévistes à travailler sous sa surveillance, en arrêtant des militants syndicalistes.

Pour l'instant, l'armée hésite à assumer la totalité du pouvoir en renversant le gouvernement, voire même l'empereur. Elle semble effrayée à l'idée de déclencher, par une intervention interpestive, des forces sociales ou nationales qu'elle ne pourrait plus dominer. D'autant qu'elle-même reflète et exprime les contradictions qui divisent la société éthiopienne. Pour l'instant, elle essaie d'arbitrer dans les faits, en prenant parfois parti de façon désordonnée et contradictoire.

La situation demeure essentiellement instable en Ethiopie. Les carcans qui ont emprisonné une société stagnante depuis des siècles semblent sauter les uns après les autres sous la poussée de forces sociales qui commencent à s'éveiller à la vie politique et à y intervenir. Et le processus est probablement loin d'être terminé. Ni la grande masse de paysans pauvres écrasés par la grande propriété foncière, ni les nationalités opprimées par la minorité amhara dominante ne sont encore véritablement entrées sur la scène politique. Quand cela sera, aucun des piliers du régime actuel, pas plus l'armée que la monarchie, ne sera capable d'y résister.

Seulement, c'est à ce moment-là que se posera avec le plus d'acuité la capacité de la principale force populaire urbaine, la classe ouvrière, d'intervenir et de proposer une politique conforme aux intérêts aussi bien des paysans que des minorités nationales. Faute d'une perspective politique d'ensemble visant à transformer radicalement la société éthiopienne, perspective que seul le prolétariat est capable d'offrir, le puissant mouvement social qui s'amorce en Ethiopie risque d'en rester à des jacqueries meurtrières mais stériles ou de dégénérer en affrontements nationaux, conduisant ou à l'éclatement de l'Ethiopie, ou à une longue période d'anarchie armée, et finalement à la dictature sur la base de l'écrasement des mouvements sociaux.

Un immense espoir est ouvert devant les classes exploitées d'Ethiopie. Tout dépend de la capacité de la classe ouvrière éthiopienne à saisir la possibilité qui existe aujourd'hui de jouer un rôle politique prépondérant, à trouver les liens indispensables avec les masses de paysans pauvres. Organiser les travailleurs, leur donner la conscience de leur rôle et de leurs tâches particulières, voilà ce qui est primordial, voilà l'objectif de l'heure.

NIGER

UN DICTATEUR EN UNIFORME CHASSE

LE DICTATEUR SANS UNIFORME

Diori Hamani, un des derniers dictateurs que l'impérialisme français avait mis directement en place au moment d'accorder l'indépendance à ses anciennes colonies et qui soit parvenu à garder le pouvoir jusqu'à présent, vient à son tour d'être évincé par un coup d'Etat.

En dehors de sa garde personnelle, personne n'a défendu Diori Hamani contre les putschistes du colonel Kountché. Personne n'a même été surpris du coup d'Etat, tant la personne de Diori Hamani comme son régime étaient haïs de la quasi-totalité de la population.

Haï par les classes pauvres, c'est à dire par l'écrasante majorité de la population, le régime de Diori, comme tant d'autres de ses semblables dans les pays voisins, n'a su prendre aucune mesure ne serait-ce que pour alléger les graves conséquences de la sécheresse sur les paysans pauvres ou sur les nomades du désert. A quelques centaines de mètres de Niamey, des milliers de familles de paysans pauvres venus vers la ville pour fuir une campagne où il ne leur reste plus rien, meurent lentement de faim. Dans les villes mêmes, trouver un travail qui permet de gagner 10 000 frs CFA par mois est déjà un privilège rare, car quantité de travailleurs sont condamnés au chômage.

Cette misère est d'autant plus révoltante que les dignitaires du régime, les hauts fonctionnaires, l'entourage du président, la direction du Parti progressiste nigérien, le parti unique, non seulement ne manquaient de rien, mais vivaient largement grâce à la corruption qu'ils ne cachaient même pas.

Cette corruption ostensible ne révoltait pas seulement les travailleurs, les paysans pauvres, mais également la petite bourgeoisie intellectuelle, estudiantine en particulier, dont les manifestations devenaient de plus en plus fréquentes. La quasi-totalité de la population était révoltée pour une autre raison encore: même en cette période de misère, l'impérialisme français continuait à piller la principale richesse du pays, l'uranium. Les gisements et l'exploitation de l'uranium sont aux mains d'une société contrôlée par l'Etat français et par le trust capitaliste français Pechiney. C'est cette société qui décide des prix comme de la quantité du minerai extrait et ne verse qu'une part dérisoire à l'Etat nigérien.

Sécheresse, corruption, uranium, c'est en critiquant le régime de Diori sur ces trois points que les putschistes de l'armée se sont emparé du pouvoir. Si quelques centaines d'étudiants sont descendus dans la rue au lendemain du putsch pour se donner l'illusion qu'il s'agissait d'un changement révolutionnaire, ils durent vite déchanter. Les militaires ont longuement insisté sur le fait que seul l'homme à la tête de l'Etat devait être changé et ses méthodes, mais pas sa politique fondamentale.

Pour le changement d'homme, c'est fait. Pour le changement de méthodes, ce n'est pas près de l'être. Contre les conséquences de la sécheresse, l'armée fera des discours comme Diori et en restera là. Quant à la corruption, ce n'est certainement pas un corps aussi peu contrôlé par la population et aussi peu susceptible de l'être que l'armée qui pourra y échapper. Enfin il est plus que douteux que le nouveau pouvoir soit plus indépendant vis-à-vis de l'impérialisme français en ce qui concerne l'uranium.

La question se pose même, devant le " lâchage " de Diouri par les troupes françaises présentes au Niger et devant la neutralité bienveillante du gouvernement de Paris face aux putschistes, si l'impérialisme français ne voulait pas punir Diouri pour les conversations qu'il avait engagées avec le trust américain Exxon qui voudrait bien ravir les gisements d'uranium à ses concurrents français. Les protecteurs français de Diouri pouvaient également prendre ombrage des discussions engagées par l'ex-chef d'Etat nigérien avec son collègue du Gabon pour harmoniser le prix de l'uranium dans leurs pays respectifs et de présenter un front commun face aux sociétés françaises. Il n'est certes pas à exclure que Foccard ait estimé qu'après tout, Kountché ferait mieux l'affaire que Diouri.

En tous les cas, il n'y a aucun changement favorable à attendre de ce coup d'Etat ni pour les classes pauvres du Niger, ni même plus généralement pour ceux qui aspirent à un peu plus de libertés démocratiques après la pesante dictature de Diouri. Les bénéficiaires des sinécures à la tête de l'Etat changent, mais la dictature demeure.

LES AVENTURES D'UN TRISTE LARBIN DE L'IMPERIALISME

Alors que la campagne pour les élections présidentielles battait son plein en France, un oiseau trop bien connu des travailleurs africains, en l'occurrence le sieur Senghor a cru bon de battre des ailes en faisant des déclarations à la presse lors de son passage du 2 mai à Paris.

Ce triste sire sans doute mu par le souci d'obtenir quelques promesses de la part du futur élu à l'Elysée essaye de placer ses billes à l'avance.

Senghor déplore le " désintéressement progressif de la France à l'égard de l'Afrique " et voudrait quelques miettes de plus au budget de coopération. Se rendrait-il compte soudainement que l'impérialisme français se désintéresse des problèmes d'Afrique ? Non, l'impérialisme ne s'intéresse qu'aux richesses de ce continent qu'il pille depuis plus d'un siècle. Senghor voudrait simplement quelques miettes de plus au " budget de coopération " et reste fidèle aux accords de coopération existant entre l'impérialisme français et l'Afrique pillée.

Senghor tend sa main pour que l'impérialisme français lui rende sous forme de " coopération " ou " aide au Tiers-monde " une partie de l'argent que le même impérialisme français vole par le biais de l'exploitation économique.

Ce qu'il dénonce, ce n'est pas l'impérialisme qui engendre de telles relations de dépendance entre les grandes puissances capitalistes et les pays sous-développés, mais seulement la maigreur de la part qui lui est laissée.

Oppresseur vis-à-vis des classes pauvres de son pays, servile vis-à-vis de l'impérialisme, tel est Senghor même lorsqu'il a l'air de taper sur la table pour se faire entendre de ses maîtres de Paris.

AVANT LE DEUXIEME TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN FRANCE

Au deuxième tour des élections présidentielles en France, c'est donc Giscard d'Estaing qui sera opposé à Mitterrand. L'un, Giscard d'Estaing, est le candidat de la droite, le candidat de tous les ennemis déclarés des travailleurs, le candidat des patrons, le candidat de l'extrême droite raciste.

L'autre, Mitterrand, est le candidat de la Gauche, il est présenté par les organisations ouvrières, par des syndicats comme la CGT ou la CFDT et par des partis comme le Parti Communiste ou le Parti Socialiste.

Mais, en fait, ceux des travailleurs africains qui ont écouté les discours de l'un comme de l'autre pendant la campagne du premier tour ont pu se rendre compte que bien peu de choses dans leurs programmes et dans leurs propositions politiques les distinguaient. Le candidat de la Gauche, Mitterrand, non seulement ne veut pas toucher aux fondements des inégalités sociales, mais il s'est même refusé à s'engager sur les revendications les plus urgentes et les plus nécessaires de la classe ouvrière.

Dans les revendications qui concernent tous les travailleurs en France, quelle que soit leur origine, il y a évidemment les augmentations de salaire et, en particulier, du salaire minimum ; il y a la garantie du pouvoir d'achat contre les hausses de prix par l'échelle mobile des salaires, il y a la garantie de l'emploi interdisant à tout patron de licencier des ouvriers lorsque son entreprise éprouve des difficultés.

Un candidat représentant un tant soit peu les intérêts des travailleurs aurait dû s'engager à tout mettre en oeuvre en cas de succès électoral pour que les travailleurs aient satisfaction sur ces points. De même, ce candidat aurait dû s'engager à accorder l'égalité totale des droits politiques et syndicaux entre travailleurs français et immigrés.

Mitterrand n'a rien fait de tout cela. En fait, malgré le soutien des organisations de la classe ouvrière, ce n'est pas un homme représentant les travailleurs et les opprimés mais un homme politique bourgeois. Un homme politique bourgeois qui a déjà eu dans le passé à participer au pouvoir en tant que ministre, et en tant que tel, à mener une politique hostile aux intérêts des travailleurs. Les travailleurs ressortissant des anciennes colonies françaises d'Afrique n'oublieront pas en particulier qu'en tant que ministre des Colonies ou ministre de l'Intérieur Mitterrand a eu une grande part de responsabilité dans les guerres coloniales menées par l'impérialisme français.

Certes, contrairement à ce que craignent bon nombre de travailleurs africains, l'arrivée au pouvoir de Mitterrand ne peut pas se traduire par une aggravation des conditions d'existence ou de séjour des travailleurs émigrés en France, tant il est vrai que ces conditions peuvent être difficilement aggravées.

Mais le fait même que nombre de travailleurs émigrés aient quelques raisons de redouter l'arrivée au pouvoir de Mitterrand autant que celle de Giscard illustre à sa façon les limites de cette démocratie parlementaire bourgeoise à l'occidentale que certains rêveurs libéraux voudraient voir remplacer les dictatures de nos pays. Voilà le choix que laisse cette démocratie aux travailleurs français à l'occasion de ces présidentielles : choisir entre deux hommes qui représentent aussi peu l'un que l'autre les intérêts des travailleurs, choisir en un mot qui des hommes politiques de la bourgeoisie dirigera le pays pour les sept ans à venir.

Cela dit, le choix entre les deux candidats n'est tout de même pas indifférent. Il est certain qu'une victoire de Giscard augmenterait encore la hargne de la droite et de tous les ennemis déclarés des travailleurs. Aucun travailleur africain ne peut souhaiter que le candidat du torchon raciste "Minute" et des nostalgiques de l'oppression coloniale puisse devenir président de la République.

Ces élections présidentielles françaises ont également été marquées par la présence de candidats révolutionnaires et, en particulier, par celle de la travailleuse révolutionnaire Arlette Laguiller. Contrairement à Mitterrand, elle est intervenue dans la campagne pour défendre la cause des travailleurs, pour affirmer hautement leurs revendications, et aussi pour dire que les travailleurs ne sont pas prêts à abandonner la lutte pour défendre leurs revendications quel que soit le président élu. Elle est intervenue également pour dénoncer les conditions de vie que la bourgeoisie impose aux travailleurs émigrés, les salaires bas, les logements-taudis, la hargne de la police et de l'administration, l'absence de droits politiques et syndicaux, le racisme. Comme elle est intervenue pour dénoncer toute exploitation, toute oppression, contre les femmes, contre les jeunes, dans les colonies ou ailleurs.

Et il est réconfortant de savoir qu'une telle candidature a recueilli près de 600 000 votes aux élections. Certes, ce nombre n'est pas bien grand par rapport au nombre des électeurs. Mais il atteste l'existence d'un courant ouvrier révolutionnaire en France. Nous savons d'ailleurs que ce courant est plus vaste que ce qu'indiquent les élections, car nombre de travailleurs émigrés, en particulier, partagent les idées développées par la candidate révolutionnaire pendant la campagne, sans avoir le droit de concrétiser leur sympathie par un vote.

En tant que travailleurs révolutionnaires internationalistes, nous ne pouvons que nous réjouir du renforcement des courants révolutionnaires ouvriers partout dans le monde, car nous savons que nous menons tous, travailleurs africains ou non africains, fondamentalement le même combat contre le capitalisme et contre l'exploitation.

CAMARADE,

Si ce journal te plaît,

FAIS-LE CIRCULER ATOUR DE TOI

POUR LE FAIRE CONNAITRE.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour leur faire se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.